

Santé Protection Animale et Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80094 Amiens Cedex 3
03 22 70 15 80
ddpp@somme.gouv.fr

AMIENS, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL SALMONICULTURE DE LA SELLE

route de Wailly
Loeuilly
80160 O-DE-SELLE

Références : DDPP80 2022 02987
Code AIOT : 0005103729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement SARL SALMONICULTURE DE LA SELLE implanté route de Wailly Loeuilly 80160 O-DE-SELLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DDPP de la Somme a été alertée par différents intervenants (OFB et fédération de pêche de la Somme) sur l'apparition de mousse sur la Selle les 14 septembre 2022 et 02 octobre 2022, en aval de la SALMONICULTURE DE LA SELLE située à Loeuilly (80). Etablissement entrant dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SALMONICULTURE DE LA SELLE
- route de Wailly Loeuilly 80160 O-DE-SELLE
- Code AIOT : 0005103729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture produit des truites dont une partie est éviscérée et transformée sur le site de LOEUILLY. Le site dispose d'un local éclosion/alevinage, de bassins de pré-grossissement et de grossissements, d'un bâtiment servant au stockage et à la transformation des poissons. L'aliment des poissons est majoritairement stocké à côté de chaque bassin (sacs sur palette) et une partie dans le bâtiment situé à l'entrée de l'exploitation. Le site est alimenté en eau par un bras dévié de la Selle, le Poncelet, et 4 puits alimentant 2 pompes (pour l'éclosion et l'alevinage) . Un dernier forage est destiné à l'atelier de transformation dispose d'une autorisation spécifique de l'ARS délivrée en 2013.

La visite portait sur le stockage et la manipulation des produits de nettoyage et de traitement utilisés au sein de la pisciculture et sur le suivi des prélèvements en eau et des rejets de l'établissement.

M. DOMINIQUE exploite également la pisciculture de PROUZEL, située en aval de LOEUILLY.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stockage des produits dangereux
- Stockage des cadavres
- Prélèvements et rejets de la pisciculture

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence un défaut de stockage ou de manipulation des produits. Le pisciculteur a indiqué que son père avait constaté la présence de mousse en septembre dernier dans un bassin dans lequel un aérateur de surface était en fonctionnement, et que le phénomène avait également été observé sur la pisciculture située à PROUZEL, plus en aval. Aucune mortalité piscicole n'a été constatée. Des investigations complémentaires sont en cours par les services de contrôle pour déterminer l'origine de cette mousse.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(en) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations et équipements conforme à la demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Stockage des poissons morts et des déchets organiques	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rejets - flux de pollution en aval de la pisciculture	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Forage	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Traçabilité mensuelle	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Rejets	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des risques électriques et d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6	/	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 14	/	Sans objet
9	Entretien des bassins de production	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	/	Sans objet
10	Stockage des produits	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance des prélèvements et des rejets est insuffisante pour s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 1er avril 2008 et des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 06 juin 2000 (prélèvements du forage, dérivation totale du Poncelet, multitude des points de rejets sans contrôle spécifique, fréquence de contrôle en période d'étiage, etc.).

La température de stockage des cadavres est trop élevée (froid positif).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations et équipements conforme à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 4
Thème(s) : Élevage, Gestion déchets organiques et effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'éviscération des espèces produites ainsi que leur filetage pourra être réalisé sur le site de l'exploitation dans un bâtiment prévu à cet effet. Les déchets d'origine animale issus de cette activité seront stockés en température négative en attente d'être enlevés par l'équarrisseur. (...)
Constats : Les déchets issus de l'activité de transformation, ainsi que les cadavres de poissons sont stockés dans des bacs équarrissage au sein d'un local maintenu à une température de 0°C. L'enlèvement est réalisé 1 à 2 fois par mois (relevés ATEMAX pour la période du 01/01/2021 au 05/10/2022) Pas de stockage à température négative.
Observations : M. DOMINIQUE, gérant de la pisciculture, indique que la température du local est maintenue à 0°C et que l'équarrissage passe toutes les 3 semaines environ.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des risques électriques et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des produits - pollution des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) toutes dispositions doivent être prises pour éviter la pollution des eaux et des eaux, soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction (...).
Constats : Les produits de nettoyage et de désinfection sont stockés dans un local fermé sur rétention. Présence de 400L d'hypochlorite de sodium, 420 L de DEX350 (péroxyde d'hydrogène), 400L de formol biocide, 105 kg d'Aquatic, un bidon de 30L contenant des granules de neutralisant javel (sulfite).
Observations : M. DOMINIQUE indique que le local présente une capacité de rétention de 760 L.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage des poissons morts et des déchets organiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 10
Thème(s) : Élevage, Stockage cadavres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poissons morts et les déchets organiques seront recueillis quotidiennement et en l'attente d'être enlevés par l'équarrisseur selon les modalités du code rural, ils seront stockés immédiatement en température négative.
Constats : Les déchets issus de l'activité de transformation, ainsi que les cadavres de poissons sont stockés dans des bacs équarrissage au sein d'un local maintenu à une température de 0°C. L'enlèvement est réalisé 1 à 2 fois par mois (relevés ATEMAX pour la période du 01/01/2021 au 05/10/2022) Pas de stockage à température négative.
Observations : M. DOMINIQUE, gérant de la pisciculture, indique que la température du local est maintenue à 0°C et que l'équarrissage passe environ toutes les 3 semaines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 11
Thème(s) : Élevage, Stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets d'exploitation, et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les population avoisinantes et l'environnement. Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.
Constats : Présence de bidons vides stockés en tas sur une zone herbacée.
Observations : M. DOMINIQUE indique que les bidons vides de produits sont habituellement stockés sur palette et remis sous film pour leur reprise par le fournisseur lors d'une livraison ultérieure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 14
Thème(s) : Élevage, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation sera équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. (...)
Constats : Pas de nuisance constatée le jour de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets - flux de pollution en aval de la pisciculture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 16
Thème(s) : Élevage, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets devront être de nature à ne pas entraîner de dégradation de qualité à l'aval des installations qui dérogerait aux objectifs de qualité des eaux du milieu récepteur. L'activité de la pisciculture ne devra pas engendrer un flux de pollution supérieur à : - au niveau du rejet dans le bras dévié de la Selle des 3 bassins de grossissement, pour un débit de 2200 m ³ /h : - NH ₄ ⁺ : 0.16 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 0.13 mg/l (concentration maximale sur 24h) - DBO ₅ : 0.8 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 0.7 mg/l (concentration maximale sur 24h) - MEST : 1 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 0.75 mg/l (concentration maximale sur 24h) - au niveau du rejet dans le bras dévié de la Selle, de la partie alevinage et pré-grossissement, pour un débit de 680 m ³ /h : - NH ₄ ⁺ : 1.15 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 0.9 mg/l (concentration maximale sur 24h) - DBO ₅ : 6 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 4.9 mg/l (concentration maximale sur 24h) - MEST : 4.1 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 3.3 mg/l (concentration maximale sur 24h) - au niveau de chaque rejet dans la Selle, des 7 bassins de grossissement, indépendamment du bassin de grossissement choisi, pour un débit total estimé à 1 m ³ /h : - NH ₄ ⁺ : 0.37 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 0.30 mg/l (concentration maximale sur 24h) - DBO ₅ : 2 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 1.65 mg/l (concentration maximale sur 24h) - MEST : 2.4 mg/l (concentration maximale sur 2h) et 1.9 mg/l (concentration maximale sur 24h) Ces valeurs pourront être corrigées en fonction du flux de pollution amont de la rivière. A cet effet, la quantité de poissons en place et le taux de nourrissage devront être constamment en adéquation avec le débit et la qualité amont de la rivière. La pisciculture ne pourra augmenter la concentration en ammonium de plus de 0.25 mg/l dans le bras dévié de la Selle, ainsi que dans la Selle.
Constats : Examen des données des campagnes de mesures effectuées par le syndicat des pisciculteurs en octobre 2021 et mai 2022. Les mesures ne sont pas effectuées au niveau des points de rejets prévu par le présent article, les flux de pollution et le débit ne sont donc pas vérifiables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 18
Thème(s) : Élevage, Forage - contrôle des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume prélevé dans la nappe alluviale de la Selle ne pourra excéder 180 m ³ /h en tout. Un dispositif de comptage volumétrique sera mis en place sur les forages. Un cahier d'exploitation devra être tenu où il sera mentionné les volumes pompés hebdomadairement. Ce cahier sera tenu à la disposition du service chargé de la pole de l'eau. Toute anomalie grave devra lui être rapidement signalée.
Constats : Absence d'enregistrement Absence de compteur volumétrique au niveau du dispositif de pompage (4 puits) situé près de l'alevinage. Absence de dispositif de mesure en continu autre que le compteur permettant de suivre et d'enregistrer les volumes prélèvements réalisés. Forage de l'atelier de transformation non observé.
Observations : M. DOMINIQUE précise que la conduite d'eau en sortie n'est pas standard et qu'il est difficile d'y installer un compteur et que son coût est trop élevé (environ 10 000€) pour le moment. Il s'assure du volume prélevé via le débit nominal des pompes installées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Traçabilité mensuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2000, article 20
Thème(s) : Élevage, Registre mensuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tiendra un registre où seront portés les relevés mensuels des mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- débit d'eau prélevé- tonnage des bassins- quantité d'aliment distribuée. Des analyses trimestrielles seront faites de NH ₄ ⁺ au moyen d'une trousse de mesures rapides par colorimétrie ou tout autre dispositif ayant reçu l'agrément de l'inspecteur des installations classées ou de la police de l'eau.
Constats : Transmission le 19/10/2021 des relevés sur la période 2021 et 2022, relatifs au suivi des rejets (débit dérivé, NH ₄ ⁺ , NO ₂ ⁻ , pH, Température, avec comparatif amont/aval + O ₂ rejet). Seul le débit dérivé de la Selle est enregistré (absence d'enregistrement du débit dérivé du Poncelet (totalité) et des prélèvements par forage, lesquels ne disposent pas de compteurs ou de dispositif de mesure en continu équivalent pour permettre un suivi. Absence de données sur les tonnages des bassins et les quantités d'aliments distribuées. Le site dispose de plusieurs points de rejet, pour lesquels aucun suivi sur la qualité des rejets n'est effectué.
Observations : Demande de compléments d'informations par voie électronique auprès de M. DOMINIQUE effectuée le 20/10/2022 - restée sans réponse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Entretien des bassins de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9
Thème(s) : Élevage, Entretien des bassins de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche. Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, Les opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière. Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.
Constats : Bassins correctement entretenus.
Observations : M. DOMINIQUE indique que les bassins sont autonettoyants et que le renouvellement d'eau en raison du débit élevé évite les accumulations de matière dans les bassins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur
Constats : Les produits de nettoyage et de traitement sont stockés dans un local étanche (container) surélevé du niveau du sol, avec une capacité de rétention annoncée à 760 L.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Élevage, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH₄⁺) et du paramètre nitrites (NO₂⁻). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.</p> <p>Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.</p> <p>Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.</p> <p>La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.</p> <p>Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
<p>Constats : Examen des registres 2021 et 2022</p> <p>Non respect des fréquences de surveillance des paramètres NH₄⁺ et NO₂⁻ en période d'étiage</p> <p>Période d'étiage erronée (indiqué de septembre à novembre alors qu'elle s'étale du 1er juin au 31 octobre dans le bassin Artois-Picardie).</p> <p>Le point de prélèvement "amont" du Poncelet n'est pas effectué en amont des 3 bassins de pré-grossissements)</p> <p>Le point de prélèvement "Aval" n'est pas réalisé après le point de rejet le plus en aval du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois